

### **Alors qu'il ne reste qu'une semaine de travaux**

par Anselme Nkinsi (Info-Environnement) - L'avenir de l'humanité se joue à Poznan L'AWG-LCA a tenu un atelier sur la recherche et la mise au point de technologies actuelles, nouvelles et innovatrices à la fin de la première semaine des négociations. En effet, des groupes de contact et des concertations informelles ont également eu lieu sur de nombreuses questions et, notamment, sur le Fonds d'adaptation, l'AWG-KP, les PFC dans le cadre du MDP, la décision 1/CP.10 (adaptation et mesures de réactivité), le mécanisme de financement, les mesures d'adaptation et d'atténuation dans le cadre de l'AWG-LCA, les communications nationales des parties non visées à l'Annexe I, les privilèges et immunités, les articles 2.3 et 3.14 du Protocole (effets défavorables) et les effets résiduels.

Le délégué du Japon, Kunihiko Shimada, qui a présidé l'atelier a expliqué que son objectif consiste à améliorer la compréhension de la coopération en matière de recherche et de mise au point des technologies. Le président du GETE, Jukka Uosukainen, a proposé des formes de coopération, telles qu'un regroupement mondial des fonds, un accroissement de l'investissement du secteur public et des mesures d'encouragement pour un investissement plus important du secteur privé. Le délégué des Philippines, au nom du G-77 / Chine, a souligné le besoin d'un financement adéquat pour la couverture de l'ensemble des étapes du cycle de la mise au point des technologies, et d'option pour la gestion de propriété intellectuelle (Dpi), telles que les dérogations de brevet.

L'Union européenne (Ue) a donné un aperçu des voies et moyens d'améliorer la coopération, dont : l'édification de centres de technologies climatiques ; la création de nouveaux accords tournés vers la technologie et l'amélioration de ceux disponibles ; et la concentration sur des technologies particulières et sur les barrières posées à leur déploiement. L'Australie a mis l'accent sur certaines initiatives concertées, telles que l'Institut international du piégeage et de la fixation du carbone et le partenariat Asie-Pacifique. Le délégué a décrit les enseignements tirés, y compris le besoin d'un environnement habilitant solide au niveau national.

Le Bangladesh a déclaré, pour sa part, que la coopération devrait se concentrer sur les domaines prioritaires comme l'agriculture et la sécurité énergétique. Il a enfin souligné son appui en faveur du développement des technologies endogènes, de la gestion des risques et de l'assurance. C'est dans cette optique que la Chine a, elle aussi, proposé la création d'un groupe spécial sur la recherche et le développement de la coopération, au sein de l'organe subsidiaire proposé de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Unfccc) pour la mise au point et le transfert de technologies écologiquement rationnelles, ainsi que d'un fonds multilatéral pour la technologie.

L'Inde soutient que l'innovation technologique doit être résultée des besoins locaux. Le délégué de ce pays a plaidé pour une collaboration plus rigoureuse entre les promoteurs de technologies, les entreprises qui mettent ces technologies sur le marché et les régulateurs ainsi que les responsables politiques. Intervenant de nouveau, le Japon a identifié les enseignements au profit de l'UNFCCC tirés du Protocole de Montréal, y compris le rôle de chef de file des pays industrialisés dans le domaine de la mise au point des technologies et les mesures d'atténuation à prendre par les pays en développement soutenus par un transfert de technologies appropriées.

La Norvège a plaidé pour la diffusion, à court terme, des meilleures technologies disponibles et pour un travail de mise au point et de déploiement de nouvelles technologies, à long terme. La représentante a mis l'accent sur les PFC en tant qu'option permettant une « transition respectueuse du climat vers une société à faible émission de carbone. Le délégué des Etats-Unis d'Amérique a qualifié la technologie de cruciale pour la baisse des coûts de la réduction des émissions. Il a encore souligné les rôles importants d'une gamme de technologies, quand on sait qu'il n'y a probablement pas une « arme magique » pour apporter de solutions aux différents problèmes qui se posent dans tout ce qui touche au climat.

Au cours de nombreux débats qui se poursuivent, plusieurs interventions se focalisent sur la gestion de propriété intellectuelle (Dpi), certains participant appelant à une régularisation plus importante pour s'assurer que les Dpi ne soient pas une barrière au transfert des technologies. Pour le délégué des Etats-Unis d'Amérique, les Dpi sont plutôt une mesure d'encouragement pour le transfert ordonné et l'innovation des technologies qu'une barrière.

Par notre envoyé spécial à Poznan  
Anselme Nkinsi